

La France et l'Allemagne négocient intensivement un euro-budget

UE « La France est prête à de grandes concessions pour un projet ambitieux »

- Depuis le « go » de Merkel à la demande de Macron, des rapprochements se produisent.
- L'objectif : présenter une feuille de route au sommet européen de juin.

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

A l'Elysée mercredi, une source privilégiée nous l'avait expliqué avec une satisfaction tranquille : « *Il y a des rapprochements avec l'Allemagne sur la réforme de l'eurozone. Et surtout, nous avons pour la première fois de vraies négociations approfondies.* » Confirmation ce jeudi, dans l'antre gigantesque de Bercy. L'interlocuteur qui reçoit *Le Soir* avec une poignée d'autres journalistes à l'un des étages supérieurs du ministère des Finances et de l'Economie, prévient en s'excusant qu'il devra après une demi-heure rejoindre une vidéo-conférence « *avec les Allemands* ». Mais un autre participant en descendra pour nous rejoindre... Et ce week-end, ce sont les deux équipes – pas plus de sept personnes auprès de leurs ministres respectifs Bruno Le Maire et Olaf Scholz – qui se retrouveront pour deux jours dans un endroit calme et discret.

L'objectif ? « *C'est une zone euro 2.0 post crise que nous cherchons à édifier* », répondait-on encore à l'Elysée, dont le maître des lieux a lancé en septembre dernier ses propositions pour une réforme dont la nouveauté la plus ébouriffante serait un véritable budget de la zone euro. Mais ce n'est que le 3 juin dernier, dans un long entretien au Frankfurter Allgemeine Zeitung, que la chancelière allemande, notoirement réticente a fini par accepter d'en discuter le principe : ok pour un « *budget d'investissement* », mais pas question d'une « *union de l'endettement* », épouvantail absolu pour les Allemands.

Pour la France macronienne, dès le moment où les Etats qui ont décidé de créer une monnaie commune ont perdu la faculté de jouer de leur politique monétaire (par exemple en dévaluant la monnaie) et le contrôler leur politique budgétaire (largement transférée au niveau européen depuis la crise des années 2008-2010), les Etats n'ont plus les moyens de faire face aux chocs économiques. Une capacité budgétaire est donc indispensable au niveau de la zone euro à 19 : tant pour stabiliser les

systèmes économiques en cas de chocs asymétriques (touchant un pays isolément), que pour réduire les divergences de compétitivité qui restent encore trop grandes entre les différents membres de l'Union économique et monétaire. « *Un argumentaire qui est développé par l'OCDE, la Banque centrale européenne, et d'autres institutions* », argumente-t-on à Bercy.

Où en sont donc les négociations ultra-sécètes, qui suscitent maintenant autant de fantasmes que l'apparente incapacité d'Emmanuel Macron « faire bouger » Angela Merkel avait suscité de railleries ? « *On est encore dans l'exploration des concepts* », explique notre interlocuteur. C'est-à-dire ? Dans les réponses à apporter aux questions logiques des dubitatifs partenaires allemands. Dont la première : à quoi servirait cette nouvelle cassette, que Macron voudrait doter de quelques points du produit intérieur brut, soit plusieurs centaines de milliards d'euros (sic). Alors que la chancelière concédait le 3 juin qu'elle ne devrait pas dépasser un nombre à deux chiffres ? (Il serait question de moins de 50 milliards...) « *Les Allemands étaient partis de l'idée d'un fonds des mauvais jours, qui servirait de réserve pour faire face aux chocs, et*

serait reconstitué lors des embellies consécutives, explique-t-on à Bercy. *Tandis que nous souhaiterions idéalement un véritable budget, qui serait annuellement dépensé pour les besoins en question.* » Notamment pour soutenir les investissements publics sont les premières

victimes de coupes des Etats en crise, par exemple dans la recherche ou l'éducation. Pour l'instant, le compromis franco-allemand semblerait plutôt s'arrêter à un budget alimenté annuellement, qui serait partiellement dépensé, mais dont au moins une partie des fonds utilisés serait ensuite remboursée par les Etats.

Enfin, d'où proviendraient ces ressources ? Là encore, les discussions sont loin d'être abouties. Il est autant question de contributions nationales – transferts de moyens accompagnant des transferts de dépenses, car il est hors de question d'augmenter les dépenses publiques totales – que de nouvelles ressources européennes. Mais on retombe toujours là sur les hypothétiques nouveaux impôts européens, telle la taxe sur les transactions financières ou la taxe numérique, combattues l'une comme l'autre par de nombreux Etats membres...

Paris se montre à la fois modérément optimiste (« on est à 50 % de chances d'aboutir »), mais déterminé : « *Si on arrive déjà à ancrer l'idée d'un budget, ce sera beaucoup* », nous soufflait-on à l'Elysée. Tandis qu'à Bercy, on assure que « *la France est prête à faire de grandes concessions sur d'autres sujets, dès le moment où l'on a un projet ambitieux sur le budget de la zone euro.* » Même si l'ambition ne sera pas au début, sur la hauteur du montant, mais dans la seule matérialisation du projet. ■

JURECK KUCZKIEWICZ

Macron et Conte : après les reproches, l'explication de texte

UE Un temps compromis par l'affaire de l'Aquarius, la rencontre aura bien lieu ce vendredi à l'Élysée

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Après la tension, la désescalade. La rencontre prévue entre le chef de l'État français et le président du conseil italien aura finalement bien lieu ce vendredi à l'Élysée. Mais le déjeuner entre Emmanuel Macron et Giuseppe Conte risque d'être malgré tout très épicé.

Après les très vifs échanges de ces derniers jours entre les autorités des deux pays (*Le Soir* de jeudi) à propos du sort de l'Aquarius et de ses 629 migrants, les deux dirigeants, qui ne s'étaient alors que brièvement rencontrés en marge du sommet du G7 il y a une semaine au Canada, se sont parlé au téléphone mercredi soir. « *Un échange long et cordial* », dit la ministre des Affaires européennes Nathalie Loiseau. L'Élysée a de son côté fait savoir qu'Emmanuel Macron avait assuré à Giuseppe Conte qu'il n'avait tenu « *aucun propos visant à offenser l'Italie et le*

peuple italien ». « *Le président de la République a rappelé qu'il avait toujours défendu la nécessité d'une solidarité européenne accrue avec le peuple italien. L'Italie et la France doivent approfondir leur coopération bilatérale et européenne pour mener une politique migratoire efficace avec les pays d'origine et de transit, par une meilleure gestion eu-*

ropéenne commune des frontières et par un mécanisme européen de solidarité dans la prise en charge des réfugiés », indique le communiqué de l'Élysée.

Des excuses, comme en exigeaient le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini (l'homme fort de la Ligue d'ex-

trême droite) et le patron du mouvement Cinq Étoiles et numéro deux du gouvernement, Luigi di Maio, il n'en a pas été question. Mais les propos plus mesurés d'Emmanuel Macron ont permis de clore (provisoirement) une séquence abrupte entre deux partenaires historiques de l'Union européenne. « *Le contentieux est clos* », a confirmé à Rome Giuseppe Conte. Mercredi, une rencontre avait dû être annulée entre le ministre français de l'Économie et des Finances Bruno Le Maire et son homologue italien Giovanni Tria. Le rendez-vous sera finalement reporté. L'ambassadeur de France à Rome avait également été convoqué au ministère italien des Affaires étrangères.

Le dialogue pourra donc reprendre ce vendredi. Mais sur le fond, le différend demeure. Emmanuel Macron et Giuseppe Conte doivent préparer ensemble le sommet européen des 28 et 29 juin. La question migratoire, plus encore que celle de la gouvernance de la zone euro, devrait constituer le plat de résistance des discussions.

L'Italie reproche à la France de lui faire la leçon et l'accuse de n'avoir pas pris sa part dans la crise migratoire

L'Italie reproche à la France de lui faire la leçon alors qu'elle l'accuse elle-même de n'avoir pas pris sa part dans la crise migratoire. La réforme en discussion du système de Dublin ne va pas assez loin pour le gouvernement populiste italien qui réclame une Europe plus solidaire. Rome

exige de l'Europe une répartition automatique et contraignante des migrants.

La crise franco-italienne née de l'affaire de l'Aquarius a aussi eu des répercussions sur le plan intérieur français. La gauche reproche au gouvernement de n'avoir pas permis au bateau d'accoster en France. Les nationalistes au pouvoir en Corse ont politiquement piégé l'Élysée en proposant d'accueillir le navire de migrants sur leurs propres côtes alors qu'ils n'en ont pas la compétence. L'extrême droite a évidemment choisi son camp. « *Avec combien de pays Emanuel Macron va-t-il nous fâcher ?* », ironise Marine Le Pen, jugeant que le gouvernement italien n'a fait « *pour l'instant aucun faux pas* ». Même dans la majorité présidentielle, des députés de l'aile gauche ont fait part de leur malaise à propos de la gestion par l'Élysée de l'affaire de l'Aquarius. ■

JOËLLE MESKENS

RÉFORME DE LA SNCF

Terminus

La réforme de la SNCF a été définitivement adoptée par le Parlement. Ce chantier, longtemps considéré comme explosif, a été approuvé par la majorité et par la droite. La gauche et le FN (qui s'appelle désormais le Rassemblement national) s'y sont opposés. La réforme prévoit la transformation de la compagnie de chemins de fer en société anonyme, la fin de l'embauche au statut et la reprise par l'État de 35 milliards de dette. Les quatre principaux syndicats de

cheminots poursuivent malgré tout une grève par intermittence entamée début avril. Ils veulent peser sur la future convention collective amenée à remplacer le statut actuel des cheminots.

J.O.M.

TIMING

Une feuille de route pour fin juin

La négociation franco-allemande sur la réforme de l'eurozone devrait connaître un premier point d'étape mardi prochain, lors d'un conseil ministériel franco-allemand où pourrait être présentée aux deux gouvernements une première ébauche de la « *capacité budgétaire* ». Sauf échec, une « *feuille de route* » en sera présentée aux 17 autres chefs d'État ou de gouvernement lors du sommet de la zone euro le 29 juin. France et Allemagne, qui à ce stade négocient entre eux, prennent soin toutefois de ne pas prendre les autres États membres par surprise. Ils les tiennent informés, et c'est particulièrement important pour les Pays-Bas, très mal disposés à l'égard de ce projet, et dans une mesure à peine moindre, pour la Finlande, autre « *faucon* » de la discipline budgétaire européenne. L'Espagne, l'Italie - du moins jusqu'à l'arrivée du nouveau gouvernement antisystème -, la Belgique et le Luxembourg en sont les partisans les plus favorables.

J.K.Z.